

Loi de programmation militaire : un mirage français

Article rédigé par *Liberté politique*, le 23 mai 2023

Lundi débutait à l'Assemblée nationale l'examen de la loi de programmation militaire présentée par le ministre des armées Sébastien Lecornu. Un texte qui prévoit une hausse des dépenses militaires dans un contexte de guerre continentale. Le projet demeure cependant peu audacieux et vante toujours autant la chimérique "Europe de la Défense".

Une puissance sous contrôle

C'est un projet de loi qui a son importance puisqu'il engage le pays pour son avenir militaire à moyen terme. La loi de programmation militaire qui sera débattue durant deux semaines à l'Assemblée nationale planifie 413 milliards d'euros de dépenses jusqu'en 2030. Des choix sensibles ont été opérés parmi lesquels la baisse du nombre de blindés et la hausse des investissements dans les drones et le cyber. Les choix sont techniques et impliquent une connaissance précise de l'armement. Nous ne nous risquons donc pas à les critiquer. En revanche, l'orientation globale des politiques de défense n'est pas exempte de critiques. La France Insoumise a ainsi produit un « [contre-projet](#) » dans lequel est proposée une alternative qu'aucun autre groupe parlementaire n'a envisagé. Les Insoumis dénoncent ainsi « le mythe d'une Europe de la Défense au sein de l'Otan » et suggèrent de donner à l'Etat la possibilité de ramener dans le giron public les entreprises stratégiques.

La France a besoin d'une armée forte

Le « contre-projet » du parti mélenchoniste apporte des éléments de critique intéressants et fait valoir également la nécessité de garantir des conditions de vie dignes aux militaires. Alors que le continent est secoué par une guerre violente, la nécessité de disposer d'une armée moderne et puissante apparaît comme incontestable. La menace extérieure, mais aussi le risque de voir demain émerger une menace intérieure au pays, devraient mener nos gouvernants à investir davantage dans notre armée et permettre de se redonner les moyens de l'indépendance et afficher une certaine ambition diplomatique.

Intégrée à l'ensemble otanien, la France perd pied en Afrique où la Russie lui a damé le pion. Surtout, elle ne semble pas en mesure d'assurer sa propre sécurité, faute de moyens et de munitions.

Dans un tel contexte, il est étonnant de constater que le seul groupe proposant une critique constructive et une ligne authentiquement souverainiste se trouve de ce côté de l'hémicycle.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

